

METTRE EN ÉCHEC LES RÉFORMES DES LYCÉES ET DU BAC

La réussite de la grève des examens en juin et juillet et de l'université d'été des enseignant.e.s et de l'éducation fin août confirment que les réformes Blanquer sont rejetées par la presque totalité des actrices et des acteurs de l'éducation.

Nous n'acceptons toujours pas les conséquences de la réforme des Lycées généraux et technologique du Bac et de l'orientation

LES RÉFORMES BLANQUER, C'EST :

- **la dégradation des conditions de travail des professeur.es et des lycéen.nes :**
 - **effectifs de classe pléthoriques à 35** entérinés par la réforme en tronc commun
 - **la disparition d'une définition nationale des dédoublements** pour les TP et les TD
 - **des classes sans cohérence pédagogique** avec des spécialités très diverses
 - **des programmes de spécialité** qui amalgament plusieurs disciplines sans co-enseignement
- **l'instauration d'un bac local** que ce soit par la moyenne des notes des bulletins de première et de terminale ou par les épreuves de contrôle continu décidées par lycée dès cette année en 1ère.
- **une pré sélection accrue des élèves :**
 - un tronc commun tellement réduit qu'il ne permet pas toutes les orientations aux bacheliers généraux.
 - la disparition des enseignements scientifiques, maths, svt et physique-chimie du tronc commun
 - l'impossibilité de changer d'établissement pour les élèves qui veulent une spécialité en dehors de leur établissement
 - des évaluations de seconde qui n'ont aucun intérêt pédagogique et servent à classer les établissements
- **les pertes de pouvoir d'achat dues au gel du point d'indice et l'augmentation de notre charge de travail** : 2 années de programmes à refaire, l'augmentation des tâches des Professeurs principaux maintenant chargés du travail des ancien.es conseiller.es d'orientation...

Les réformes Blanquer engagent une dégradation inacceptable du service public d'éducation, des conditions d'enseignement, des conditions de travail et de vie des enseignant.e.s et des élèves.

Elles accentuent l'évolution de l'Ecole vers un modèle libéral car elles aggravent dès la seconde la sélection pour l'accès au supérieur et rendent les élèves et les familles responsables de leur « choix » d'orientation.

Les réponses apportées par Blanquer à nos mobilisations sont dérisoires et méprisantes. L'augmentation de 300 € par an est dérisoire et c'était une mesure déjà prévue par le gouvernement précédent dans le cadre du protocole « Parcours professionnels, carrières et rémunérations » dont Blanquer avait bloqué l'application en 2018.

Comment accepter la création d'un observatoire de la réforme du lycée avec le ministère alors que nous revendiquons son abrogation et que les acteurs les plus arrangeants avec le ministre demandaient son ajournement ?



SUD EDUCATION 93 REVENDIQUE :

- L'ABROGATION DE TOUTES LES RÉFORMES BLANQUER : LOI DE LA CONFIANCE, RÉFORMES DES LYCÉES, DU BACCALAURÉAT ET DE PARCOURSUP.
- LA LIMITATION DES EFFECTIFS À 24 ÉLÈVES PAR CLASSE EN LGT,
- UN BACCALAURÉAT DONNANT ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DANS LA FILIÈRE DE SON CHOIX,
- LA CRÉATION DE 30 000 PLACES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PAR AN PENDANT 10 PERMETTANT LA SCOLARISATION DES ENFANTS DU BABYBOOM DE L'AN 2000.

SUD ÉDUCATION 93 APPELLE :

- à amplifier les actions contre la réforme déjà mise en oeuvre dans des lycées : refus collectif ou démission de la charge de Professeur principal, boycott des réunions de mise en oeuvre de la réforme, formation et action avec les parents ...
- soutien l'appel de l'AG IdF à la grève du 10 septembre pour organiser des tournées d'établissements et d'écoles, des AG de villes, à manifester à 15h30 à partir de la CCI rue Coquillère et à se retrouver en AG Education IDF inter-dégrés à 17 heures à la bourse du travail de Paris.
- à faire grève le 20 septembre et appelle à manifester dans des cortèges éducation le 21 septembre pour « changer le système et pas le climat »
- appelle à faire grève et à manifester le 24 septembre dans le cadre de la grève interprofessionnelle contre la réforme des retraites. Un cortège éducation et une AG interprofessionnelle sont en discussion.

2 STAGES OUVERTS À TOU-TE-S, SYNDIQUÉ-E-S ET NON SYNDIQUÉ-E-S

Militer en collège et lycée dans le 93 : le vendredi 22 novembre, de 9h à 17h.

Bourse du travail de Saint-Denis, 9/11 rue Génin, métro porte de Paris, à Saint-Denis.

Demande de stage de droit jusqu'au 21 octobre à la hiérarchie (modèle en ligne) et en prévenant le syndicat de ta venue.

Le système de retraites à points : le vendredi 27 novembre. Demande de stage de droit jusqu'au 26 novembre.